

LE DÉMON DE LA BUREAUCRATIE NÉOLIBÉRALE

PAR YVES CITTON*

À PROPOS DE

Béatrice Hibou,
La Bureaucratization du monde à l'ère néolibérale,
Paris, La Découverte, 2012,
223 p., 17 €

Ben Kafka, *The Demon of Writing. Powers and Failures of Paperwork,* New York, Zone Books, 2012, 182 p., 28,95 \$, 19,95 £

Alexander R. Galloway,
Protocol. How Control Exists after Decentralization,
Cambridge, MIT Press, 2004,
260 p., 21,95 \$.

Et si le néolibéralisme, au lieu de nous libérer de la bureaucratie étatiste, n'avait fait qu'en rajouter une couche, plus intimement oppressante ? Et si le démon de la paperasserie pouvait parfois retourner sa force de domination en génie de la résistance ? Trois ouvrages nous aident à saisir la mutation inquiétante qui est en passe d'inscrire le démon de la bureaucratie dans les codes mêmes qui régissent nos interactions – et à imaginer la marge de liberté que nous pourrions néanmoins rouvrir.

Parler de « bureaucratie néolibérale » semble une contradiction dans les termes : les néolibéraux ne sont-ils pas des dérégulateurs fanatiques, des ennemis jurés de l'étatisme procédurier, des pourfendeurs de la paperasserie (*red tape*) ? N'est-ce pas le « socialo-communisme » qui, au cours du xx^e siècle, a multiplié les règlements, les procédures, les entraves et, dans leur sillon, des ribambelles de fonctionnaires et de formulaires plus inutiles les uns que les autres ? La libre concurrence du marché, malgré ses cruautés parfois inhumaines, n'a-t-elle pas au moins le mérite de la simplicité : chacun fait ce qui lui plaît, et que le meilleur gagne !

La double bureaucratization du monde

Dans son dernier livre, Béatrice Hibou, auteur de *La Force de l'obéissance* (2006) et d'*Anatomie politique de la domination* (2011), bat en brèche de tels clichés. Elle nous invite à considérer l'ère néolibérale comme celle d'une « bureaucratization du monde ». Non seulement le Marché ne se développe qu'au sein de réglementations de plus en plus tatillonnes, destinées à assurer « une concurrence libre et non faussée » par le biais des fonctionnaires et formulaires de l'UE et de l'OMC. Mais surtout l'institution-entreprise, obsédée par sa rentabilité (*bottom line*), n'est pas moins bureaucratique que l'institution-État : « la stratégie d'entreprise, le processus de normalisation et de certification des produits, des modes de production et de gestion, la ligne marketing, le management des achats, les relations publiques, les relations avec les fournisseurs, les sous-traitants et les prestataires

de services [...] sont définis de façon stricte et procédurale, de sorte que les marchés et la concurrence, les comportements des clients et les circuits de distribution, la presse et les pouvoirs publics, l'ensemble de la chaîne de production soient maîtrisés¹ ».

Alors que les logiciels obsolètes qui continuent à régir nos débats politiques s'obstinent à opposer partisans du Marché et partisans de l'État, nos réalités sociales se tissent au fil d'une bureaucratization croissante qui fait converger Marchés et États vers un horizon multipliant leurs absurdités conjuguées. Il est désormais patent que le règne de la concurrence marchande est aussi enclin que l'administration étatique à engendrer ce qui faisait l'essence de la bureaucratie dans l'étude classique qu'en a donnée l'anthropologue Michael Herzfeld : *la production sociale de l'indifférence*².

La tyrannie comptable

Le livre de Béatrice Hibou s'ouvre sur la description d'une journée de travail de l'infirmière Alice au pays de la paperasserie hospitalière : alors que son métier premier est de prendre soin des malades, « Alice aura passé plus d'un tiers de sa journée de travail à le documenter, à fournir des informations, à écrire et noircir du papier, à cocher et intégrer des données » (p. 9). Comme l'École, la police, les universités et les autres services assurés par l'État, l'hôpital se trouve pris en étau entre deux sources de pression bureaucratique : aux anciennes inerties du jacobinisme centralisateur écrasant les initiatives individuelles sous la stricte verticalité de la hiérarchie ministérielle se sont ajoutées

*Yves Citton est professeur de littérature française du xviii^e siècle à l'université de Grenoble-3 et membre de l'umr LIRE. Il a récemment publié *Gestes d'humanité* (2012), *Renverser l'insoutenable* (2012) et *Zapirocratie* (2011). Il co-dirige la revue *Multitudes* et collabore régulièrement à la *RdL*.

les nouvelles rigidités importées par un modèle managérial, nourri de bureaucratisme entrepreneurial, qui « s'est érigé comme nouveau savoir de la société en débordant le monde de l'entreprise pour englober l'ensemble du monde économique, puis investir le monde étatique et l'ensemble de la société » (p. 28).

Infirmiers, médecins, policiers, enseignants, chercheurs se trouvent aujourd'hui écrasés sous des procédures de plus en plus lourdes, rigides, formalistes, absurdes et décourageantes, instaurées au nom de l'*accountability* : le devoir de « rendre des comptes » des ressources qui passent par nos mains (et donc de notre « productivité » dans leur manie-ment). « *La bureaucratisation opère fondamentalement du fait de l'obsession de l'accountability* » (p. 82). La prétendue « autonomie des universités » en fournit l'illustration emblématique : aucune marge de liberté pédagogique ou scientifique n'a été gagnée sur un ministère toujours en charge de valider les maquettes avec la même arrogance inquisitoriale. En revanche, le redéploiement des ressources humaines a ouvert une marge de manœuvre tout à fait révélatrice dans ses conséquences immédiates : on diminue les postes d'enseignants-chercheurs afin de rediriger la masse salariale vers les fonctions dont a réellement besoin l'université pour faire carburer son usine à gaz – des postes de comptables.

Comme le souligne Béatrice Hibou, c'est le sens même du travail accompli par les institutions et leurs agents qui se trouve ainsi laminé : infirmiers, policiers, enseignants n'ont plus l'impression de travailler à soigner des malades, assurer la sécurité ou développer des connaissances, mais à fournir les bons chiffres qu'exige la tyrannie comptable. Le fanatisme de la *bottom line*, loin de contenir les excès du *red tape*, en est au contraire le meilleur allié objectif. Le productivisme dévergondé met au pouvoir des armées de comptables – tous affectés d'une terreur paranoïaque devant les Grands Prêtres de la Cour des Comptes

– dont les formalités kafkaïennes en arrivent à paralyser toute possibilité réelle d'améliorer significativement la productivité : comme le dit l'un des interlocuteurs de Béatrice Hibou, « on est inondé de règles, on a une overdose de tout cela au point qu'on n'a juste plus la force de lancer la vraie discussion » (p. 50).

La tyrannie de la transparence

On voit en quoi la bureaucratie et sa critique sont en train de subir une transformation majeure : au cours des XIX^e et XX^e siècles, dans ses formes ultra-libérales (Frédéric Bastiat) comme dans celles qui se réclamaient d'un socialisme antitotalitaire (Cornélius Castoriadis, Claude Lefort), on dénonçait la bureaucratie au nom de la productivité économique ou de la transparence politique. Or ce sont aujourd'hui les impératifs de productivité et de transparence qui sont devenus les vecteurs les plus insidieux de la bureaucratisation du monde.

Comme l'analyse un livre récent d'Angélique del Rey³ et comme l'avait fait remarquer l'anthropologue Marilyn Strathern dans un article consacré aux vagues d'évaluation qui ont ravagé les universités britanniques au cours des années 1990⁴, les tyrannies conjointes de l'évaluation et de la transparence sapent les fondements des activités sociales qu'elles prétendent observer. La maximisation des chiffres documentant les activités répressives des policiers augmente l'insécurité en les détournant des tâches qui pourraient prévenir les explosions de tension ; les élèves apprennent à remplir des QCM plutôt qu'à cultiver leur intelligence inventrice ; les médecins multiplient les traitements au lieu de soigner des malades. L'impératif d'explicitation formelle, sur lequel repose l'abstraction inhérente à la bureaucratie entrepreneuriale du *management by numbers*, menace d'étouffer ce qu'il cherche à rendre visible : les collaborations productives entre humains doivent reposer sur des intangibles comme la confiance

EXTRAIT / LA BUREAUCRATISATION NÉOLIBÉRALE COMME REDÉPLOIEMENT DU POLITIQUE

Dans les pages qui suivent, je voudrais montrer la complexité des processus à l'œuvre derrière la « bureaucratisation néolibérale » de la vie quotidienne, à la fois nourrie par les rationalités du capitalisme et celles de l'État, mais aussi par nos propres rationalités, nos propres demandes, nos propres attentes, souvent contradictoires, en matière de sécurité et de peur, mais aussi de recherche de facilité et de normalité, ou encore d'autonomie et d'émancipation. [...] La bureaucratie néolibérale n'est pas un instrument, une technique, un principe d'action ou une idéologie, c'est un espace de

la pratique politique et un lieu d'énonciation du politique. En ce sens, et contrairement à une idée dominante, on n'assiste pas aujourd'hui à un délitement du politique, à sa disparition, à son épuisement et à sa désaffection de la part de citoyens davantage devenus consommateurs, contribuables, clients ou sujets, voire bureaucrates, mais bien à un redéploiement du politique, dont les contours sont précisément dessinés par cette nouvelle forme de gouvernement. Le labyrinthe bureaucratique que j'ai essayé de restituer dans ces pages n'incarne ainsi ni une fatalité dépolitisante ni une machine

à soumettre et à contrôler, mais les méandres de pratiques diffuses, éclatées, souvent mouvantes et insaisissables, se déployant à travers des acteurs qui en sont la cible. Dans cette multidimensionalité et cette plasticité, il façonne la domination dans les rapports de forces, les conflits et les multiples arrangements qu'il abrite.

Béatrice Hibou, *La Bureaucratiation du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, 2012, p. 15 et 189.

(Strathern), qui se cabrent légitimement dès lors qu'on les soumet à une suspicion inquisitoriale.

D'où les multiples effets de la bureaucratisation néolibérale : l'explicitation intégrale et la transparence absolue étant trop coûteuses ainsi qu'auto-destructrices, la multiplication des formalités (aux niveaux inférieurs de la hiérarchie) entraîne une multiplication proportionnelle des informalités (aux niveaux supérieurs des preneurs de décisions). Comme le remarque Béatrice Hibou, « *l'exemple des « faux chiffres » grecs suggère que les normes et critères génèrent des violations indispensables à leur propre « fonctionnement » ou, plus précisément, des jeux et des arrangements plus ou moins négociés autour d'eux* » (p. 177). Les interactions humaines ont besoin d'une part d'opacité et d'improvisation qui sont essentielles à leur richesse et à leur adaptation à la complexité du monde.

Les ambivalences du démon

Néo-managériale ou archéo-étatiste, la bureaucratie apparaît donc comme une hydre aux mille têtes sans cesse renaissantes, appelant moins un saint Georges héroïque la décapitant de haut qu'une multiplication des résistances et des esquives locales venant d'en bas. Mais l'aspect le plus intéressant du livre de Béatrice Hibou est peut-être à chercher dans les nombreuses pages où elle souligne la profonde *ambivalence* de la bureaucratisation du monde.

« *La transparence et la publicité sont éminemment ambivalentes. Elles répondent incontestablement à une revendication démocratique et participative. Mais, simultanément, elles constituent un mode gouvernemental de contrôle dans un jeu qui réorganise ce qui doit être visible et ce qui peut rester invisible* » (p. 146). Qu'il s'agisse de réduire la part de « *l'arbitraire et du copinage* » dans des procédures de recrutement (p. 150), d'instaurer des critères de labellisation (bio, commerce équitable), voire même de contenir les excès de l'inquisition bureaucratique, nombre de militants soucieux de droits écologiques ou sociaux « *défont la définition et la mise en œuvre de règles et de procédures censées protéger les « subalternes »* » (p. 153). Non moins que de l'inertie des machines froides que sont l'État ou le Profit capitaliste, la bureaucratisation du monde se nourrit souvent de nos propres désirs et de nos demandes sociales parfaitement légitimes. Il s'avère d'autant plus difficile de couper la tête du dragon que c'est aussi la nôtre...

Une archéologie de nos désirs paperassiers

Ce sont de telles ambivalences dont Ben Kafka, professeur d'histoire et de théorie des médias à New York University, fait l'objet central de son livre, *The Demon of Writing*, consacré aux *Puissances et impasses de la paperasserie*. Nourri principalement

d'une enquête portant sur le XVIII^e siècle et le monde de la Révolution française, l'ouvrage n'hésite pas à convoquer la psychanalyse, le jeune Marx, voire le dernier Barthes pour cerner la part de désir et de fantasme qui anime la multiplication des formulaires au cours des deux derniers siècles.

Il reprend l'histoire du mot, dont Grimm serait le premier à faire usage, dans la *Correspondance littéraire* de juillet 1764, en rapportant les propos de Vincent de Gournay, le père du libéralisme français : « *L'esprit de règlement nous obsède, et nos maîtres de*

La bureaucratisation du monde se nourrit souvent de nos propres désirs.

requêtes ne veulent pas comprendre qu'il y a une infinité d'objets dans un grand État dont le gouvernement ne doit jamais s'occuper. Feu M. de Gournay [...] disait quelquefois : Nous avons en France une maladie qui fait bien du ravage : cette maladie s'appelle la « bureaumanie ». Quelquefois il en faisait une quatrième ou cinquième forme de gouvernement, sous le titre de bureaucratie⁵ ». Louis-Sébastien Mercier ressuscite le mot en 1788 dans l'un des chapitres de son *Tableau de Paris* : « *Bureaucratie – mot créé de nos jours pour désigner, d'une manière concise et énergique, ce pouvoir étendu de simples commis qui, dans les différents bureaux du ministère, font passer une multitude de projets qu'ils forgent, qu'ils trouvent plus souvent dans la poussière des bureaux, ou qu'ils protègent par goût ou par manie⁶ ».*

Derrière les avatars du mot, Ben Kafka explore surtout les tensions qui ont marqué, dès les origines, les dénonciations de la bureaucratie : si Mercier, Balzac ou Pierre Larousse ont pu, parmi des milliers d'autres, se lamenter de la manie française de multiplier les paperasseries inutiles, il rappelle que « *le travail du papier* » (*paperwork*) peut se réclamer d'une glorieuse fondation dans l'article 15 de la *Déclaration des droits de l'homme* de 1789 : « *La Société a le droit de demander compte à tout Agent public de son administration* » (p. 21). Davantage qu'à l'opposition entre la valeur émancipatrice de l'*accountability* et les lourdeurs oppressives de la formalisation administrative, Ben Kafka s'intéresse au travail du papier lui-même, à travers une série de faits divers ou de mésaventures toujours singulières mais néanmoins révélatrices.

Le démon est dans les détails

On est ainsi conduit à suivre dans tous ses interminables détails la (très) petite histoire d'Edme-Étienne Morizot, qui passa cinq ans en luttes procédurales contre le ministère des Finances qui l'avait licencié

en septembre 1788, publiant nombre de pamphlets pour exposer et défendre son cas. Aussi fastidieux et insignifiants soient-ils, ces détails comptent parce que, comme tous les diables, le démon de la paperasserie est dans les détails. Certes, comme nous le savons tous en renseignant pour la énième fois notre

La machine administrative ne nous frustre que parce que nous en attendons le secours.

numéro de sécurité sociale sur un énième formulaire administratif, la manie du papier est parfaitement dénuée de sens. L'inondation de règles nous empêche de faire un vrai travail intelligent et de discuter des vraies questions importantes. Et pourtant, le destin du formulaire le plus insignifiant peut toujours faire surgir un espace inédit de pratique politique.

Plus encore que le cas de Morizot, c'est celui de Charles-Hippolyte Labussière qui est emblématique d'un retournement possible du démon administratif en ange bienfaisant. Ce modeste gratte-papier du Comité de Salut Public en est venu à incarner de façon légendaire la résistance à la machine de mort mise en place par la Terreur : sachant que, malgré la hâte, les condamnations à mort reposaient sur des dossiers dûment documentés, Labussière entreprit de faire disparaître – en les mangeant ! – les documents qui auraient été nécessaires à la condamnation de certains accusés, lesquels survécurent ainsi en prison jusqu'à la chute de Robespierre.

Saint-Just avait donc parfaitement raison de se lamenter des lourdeurs de la bureaucratie paperassière : *« il est impossible que l'on gouverne sans l'acornisme. Les représentants du peuple, les généraux, les administrateurs, sont environnés de bureaux, comme les anciens hommes de palais ; il ne se fait rien, et la dépense est pourtant énorme. Les bureaux ont remplacé le monarchisme, le démon d'écrire nous fait la guerre, et l'on ne gouverne point⁷ »*. Ce démon d'écrire – pour peu qu'il soit prêt à manger sa propre écriture – est néanmoins parvenu à sauver quelques vies...

La résistance propre au médium bureaucratique

Ben Kafka en tire une leçon qui renverse le lieu commun de passivité et d'impuissance généralement associé à la bureaucratie : *« la matérialité de la paperasserie présentait en fait des occasions évidentes de résistance au régime de la Terreur grâce à des stratégies quotidiennes de reports et de déplacements ; sa surabondance impliquait que de telles occasions étaient amenées à se présenter constamment »* (p. 74). Loin d'éliminer toute puissance d'agir individuelle, la

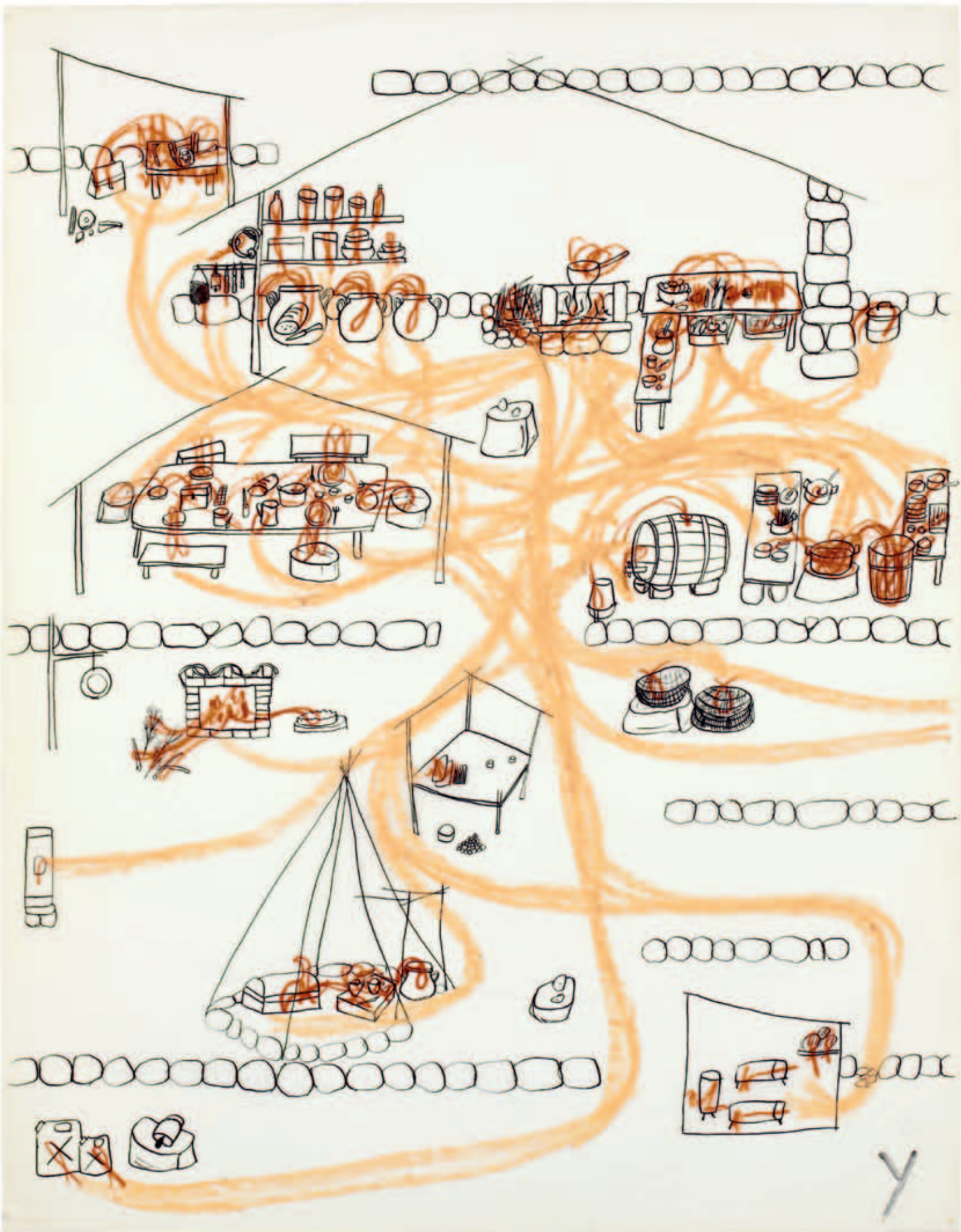
bureaucratie, dès lors qu'elle est élevée au statut d'un médium particulier, apparaît comme le lieu d'une puissance d'agir propre à ce médium.

Le sentiment d'impuissance, qui peut frapper aussi bien le bureaucrate que celui qui en attend un service, a pour envers un pouvoir qui, comme celui de tout appareillage technique, reste inaperçu tant qu'il ne dysfonctionne pas : la machine administrative ne nous frustre que parce que nous en attendons le secours. Marx visait certes juste en dénonçant, dans un texte de jeunesse, *« le médium bureaucratique »* comme une réfraction trompeuse qui ne veut reconnaître dans le tissu vivant du monde humain que les chiffres abstraits auxquels elle identifie la réalité (p. 116). Ce médium n'en est pas moins un levier d'action (pour le meilleur comme pour le pire), dont les agents peuvent infléchir les effets de façon imprévisible.

Là où Béatrice Hibou nous aidait à repérer les ambivalences de nos demandes de réglementation bureaucratique, l'ouvrage de Ben Kafka nous aide à comprendre les retournements rendus possibles par les complexités de *« la vie psychique de la paperasserie »*. On comprend que les juges, avocats et autres experts *ès paperasserie* se retrouvent sur la première ligne de résistance politique dans certains régimes dictatoriaux. On s'étonne, par contraste, de voir le noble exercice de la « grève du zèle » aussi peu pratiqué comme mode d'intervention politique – à moins qu'il ne soit pratiqué de façon omniprésente mais trop diffuse pour faire la Une des journaux. On apprend aussi à mieux apprécier le travail de tous ceux qui, obscurs fonctionnaires et administrateurs sous-payés, prennent sur eux de « faire une différence » (humaine) dans un univers aussi puissamment organisé par la production sociale de l'indifférence.

Du bureaucrate au protocole

Ce type de questions nous pousse toutefois à revenir à un ouvrage plus ancien, nécessaire à situer l'évolution des bureaucraties au sein d'un horizon plus large, et peut-être plus inquiétant. En 2004, Alexander R. Galloway, professeur d'écologie des médias à New York University, publiait un livre essentiel, malheureusement pas encore traduit en français, intitulé *Protocol*, dont le sous-titre annonçait les enjeux politiques : *Comment le contrôle existe après la décentralisation*. Reprenant la distinction faite par Foucault et Deleuze entre « sociétés disciplinaires » et « sociétés de contrôle », aujourd'hui devenue classique, il faisait de la bureaucratie le diagramme de pouvoir propre au régime disciplinaire caractéristique de la modernité, basé sur les machines industrielles, le travail salarié du prolétariat, la hiérarchie, la centralisation, avec pour ennemis principaux le sabotage, la trahison et la paperasserie (*red tape*) – alors que le protocole serait le diagramme de pouvoir propre aux sociétés de



contrôle caractéristiques de l'Empire postmoderne, basées sur les ordinateurs, le travail immatériel du cognitariat précaire, les réseaux décentralisés et non hiérarchisés, les algorithmes, avec pour ennemis le terrorisme, le hasard et le bruit⁸.

La notion de protocole est bien entendu plus ancienne que le développement des technologies numériques, définissant originellement « *tout type de comportement correct et approprié au sein d'un système spécifique de conventions* » (en diplomatie, dans les expérimentations scientifiques, dans l'administration) (p. 7). Toutes les procédures et tous les formulaires employés par les bureaucrates de tous les âges impliquent le recours à certains protocoles. Alexander Galloway démontre pourtant sans trop de difficulté la nouveauté radicale des protocoles liés aux technologies numériques. Alors que les procédures anciennes étaient conçues sur le mode d'un panneau de limitation de vitesse adressé à la prudence ou à la peur de l'amende des automobilistes, les protocoles informatiques fonctionnent comme des « dos d'âne » (*speed bumps*): « *ce qui était autrefois une question d'attention et de signification [sense] est désormais une question de logique et de physique. [...] On crée un système physique d'organisation. On force matériellement le conducteur à obéir* » (p. 7 et 241).

Telle est bien la nature des protocoles régissant nos expériences d'internautes, qu'il s'agisse du protocole TCP/IP, qui organise la transmission de données d'un ordinateur à l'autre sur Internet, ou des règles de transcodages qui assurent l'interopérabilité de différents systèmes (Mac/PC, .doc/.pdf, etc.). En tant qu'« ensemble de règles définissant une norme technique », un protocole représente « un type de logique de contrôle qui opère en dehors du pouvoir institutionnel, gouvernemental ou commercial, même s'il a des liens importants avec les trois » (p. 74 et 122).

Parler de « réseaux » conduit souvent à se faire une idée bucolique de la société numérique dont nous vivons les premiers pas ; parler des « protocoles » qui constituent le sous-bassement (im)matériel de ces réseaux nous aide à remettre les pieds sur terre.

La tyrannie du formulaire

L'actuelle mutation numérique de la bureaucratie implique certes un gain en transparence (dès lors que les réglementations, les organigrammes, les statistiques sont accessibles à tous en ligne), mais aussi en rigidité : on peut espérer tomber sur un bureaucrate assez humain pour écouter et s'adapter à notre cas particulier, mais on ne négocie pas avec un logiciel dont le menu déroulant n'inclut pas la catégorie dont on a besoin. La cause la plus courante de frustration bureaucratique tient aujourd'hui au pré-paramétrage inhérent à la tyrannie du formulaire – lequel emblématise le prix à payer pour profiter des vertus propres aux protocoles.

Passons en revue les caractéristiques générales qui en définissent le fonctionnement : 1° « *le protocole est un système de management décentralisé qui facilite les relations peer-to-peer entre des entités autonomes* » ; 2° « *l'un des buts du protocole est la totalité. Il doit tout accepter, indépendamment de la source, de l'émetteur et de la destination. Il consomme de la diversité, tout en visant l'universalité* » ; 3° « *grâce au protocole, l'Internet est l'univers mass médiatique le plus hautement contrôlé connu à ce jour* » ; 4° « *le protocole est matériellement immanent, mais les objets protocolaires ne contiennent jamais leur propre protocole. Les protocoles résistent généralement à l'interprétation* » ; 5° « *le code [tel que le spécifie le protocole] est le seul langage qui est exécutable, ce qui revient à dire qu'il est le premier discours à être matériellement effectif* » ; 6° « *le protocole est synonyme de possibilité* » (p. 243-244).

EXTRAIT / LE MÉDIUM BUREAUCRATIQUE ET LA VIE PSYCHIQUE DE LA PAPERASSERIE

Mon propos vise à montrer que la paperasserie est imprévisible et que cette imprévisibilité est cause de frustration : elle frustre ceux d'entre nous qui rédigeons des rapports ou remplissons des formulaires par métier ; elle frustre ceux qui ont besoin d'un tampon ou d'une signature pour avancer dans leur vie ; et surtout, elle frustre l'intelligence, à commencer par celle des intellectuels. [...]

Concevoir la paperasserie comme un médium à travers lequel nos besoins se trouvent réfractés suggère deux conclusions provisoires. D'abord, la paperasserie est un médium de réfraction en ce que le pouvoir et

le savoir voient leur vitesse et leur forme altérés dès lors qu'ils y pénètrent. Et cela de façon inéluctable, mais non de façon invariable – et c'est justement cette variabilité qui rend la paperasserie si compliquée. Non seulement elle accélère ou décélère le pouvoir, mais elle syncope ses rythmes, enraye ses cycles, ce qui explique qu'elle paraisse toujours être en retard ou en défaut.

Ensuite, la paperasserie est un médium de réfraction en ce qu'elle est inéluctablement (mais ici encore non invariablement) imprévisible et insuffisamment coopérative. Pierre Marc de Biasi a caractérisé le papier

comme « le fragile support de l'essentiel », mais nous serions mieux avisés de le considérer comme le support essentiel du fragile : les chiffres et les lettres, mais aussi les besoins et les désirs. [...] L'enquête sur la vie psychique de la paperasserie doit rendre compte de la façon dont ce médium pousse chacun, indépendamment de sa position dans la réalité des structures de pouvoir, à se sentir si impuissant.

Ben Kafka, *The Demon of Writing. Powers and Failures of Paperwork*, New York, Zone Books, 2012, p. 10, 17 et 118 (trad. YC).

Parmi toutes les implications du mode de contrôle protocolaire qu'analyse le livre d'Alexander Galloway, je n'en retiendrai qu'une, qui aide à mesurer plus précisément les mutations de la bureaucratie néolibérale en passe de numérisation. La tyrannie du formulaire tient à ce qu'il exclut *matériellement* (et non plus seulement symboliquement) ce qui s'écarte de la standardisation qui a régi son pré-paramétrage. Comme tout protocole, Internet ne peut en effet faciliter les relations *peer-to-peer* et faire circuler tous les messages sans distinction de contenus que pour ceux qui acceptent les strictes normes de standardisation qui rendent le code exécutable mais, du même coup, limitent *a priori* l'horizon du possible : « *pour que le protocole permette des communications radicalement décentralisées entre des entités autonomes, il doit employer une stratégie d'universalisation et d'homogénéité. Il doit être anti-diversité. Il doit promouvoir la standardisation afin de permettre l'ouverture* » (p. 142).

La résistance est (f)utile

L'horizon protocolaire de la bureaucratisation néolibérale du monde a certes de quoi faire frissonner. Là où le « nouveau capitalisme » (post-industriel, cognitif, créatif) faisait miroiter une dé-bureaucratisation promettant une autonomie décisionnelle, une flexibilité, une informalité prêtes à accueillir toutes les hétérogénéités pour garantir une inventivité maximale, nous nous retrouvons coincés entre des armées d'évaluateurs obsédés par des chiffres déconnectés de la réalité et des formulaires en ligne rendant matériellement impossible toute réponse non exécutable selon les standards rigidifiés par la dureté implacable du *hardware*⁹. Cela même qui, au nom de la neutralité du Net, s'affiche comme pouvant accueillir tous les contenus, sans hiérarchisation ni discrimination, repose sur une homogénéisation – standardisation, simplification¹⁰ – devenue incontournable : si « *l'Internet est l'univers mass médiatique le plus hautement contrôlé connu à ce jour* », cela est dû au « *coût très élevé imposé à tout écart revendiqué par ceux qui choisiraient d'ignorer l'usage global de ces technologies. Ne pas entrer dans la communauté protocolaire se paye si cher que rejeter le protocole serait insensé. [...] Le succès même du protocole exclut les positions d'outsiders : seuls les participants peuvent se connecter et donc, par définition, il ne peut pas y avoir de résistance au protocole* » (p. 147).

La soumission n'est pourtant pas la seule alternative. Alexander Galloway suggère deux voies pour agir sur le protocole de l'intérieur, retrouvant au sein de l'univers numérique les grèves du zèle et autres manducations de papier pratiquées envers la paperasserie de jadis. Sur la base du principe que, « *afin d'être politiquement progressiste, le protocole doit d'abord être partiellement réactionnaire* » (p. 244), il suggère de

se plier à la standardisation exigée pour entrer dans le réseau, afin de pouvoir le retravailler de l'intérieur.

Sur cette prémisse, il propose deux modes de comportement. D'une part, « *la meilleure réponse tactique envers le protocole n'est pas la résistance, mais l'hypertrophie* », la multiplication (p. 244). D'autre part, un usage tactique des médias numériques

Là où le « nouveau capitalisme » faisait miroiter une dé-bureaucratisation, promettant une autonomie décisionnelle, nous nous retrouvons coincés entre des armées d'évaluateurs obsédés par des chiffres déconnectés de la réalité et des formulaires en ligne rendant matériellement impossible toute réponse non exécutable selon des standards rigidifiés.

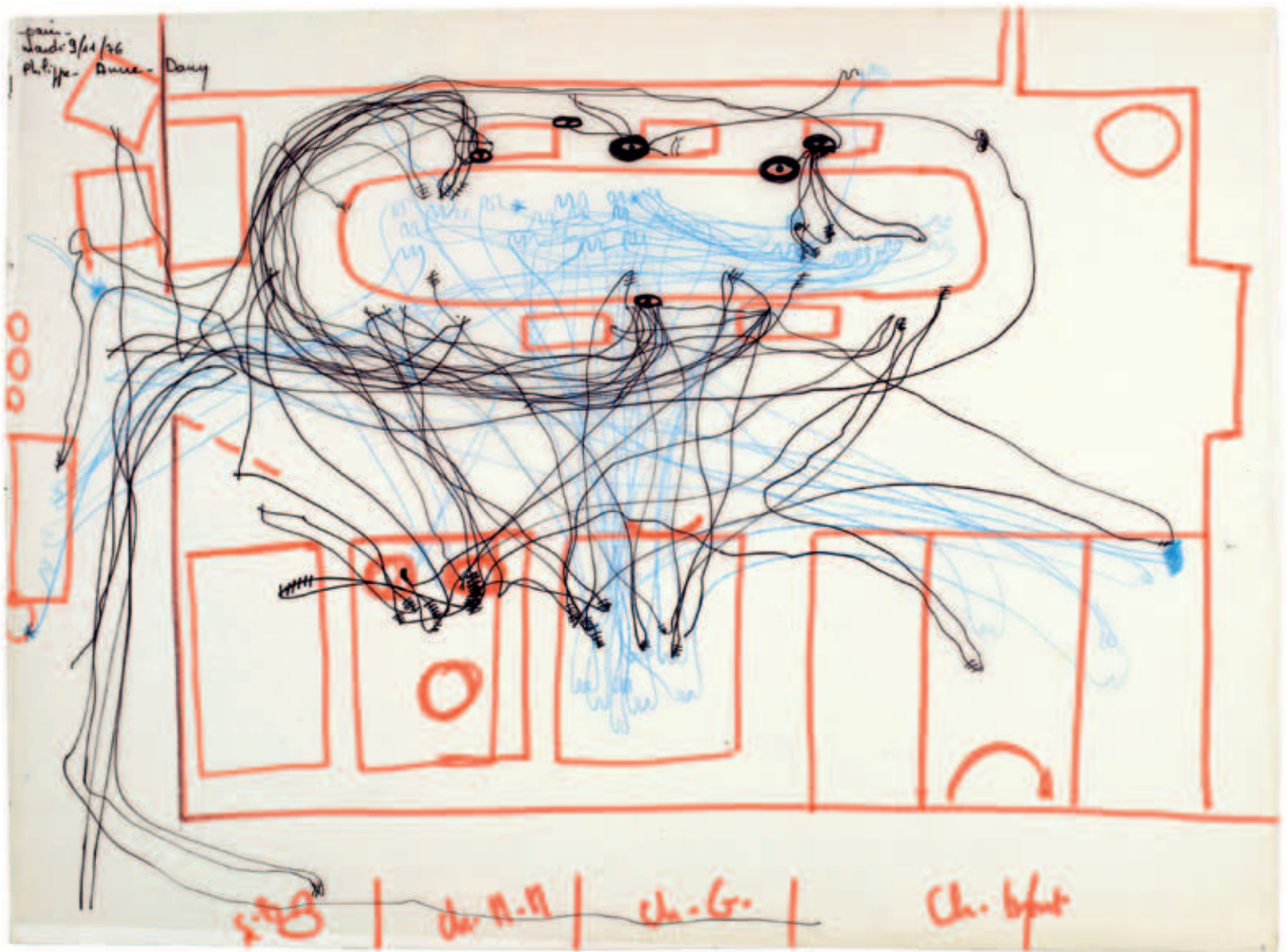
promeut « *les phénomènes susceptibles d'exploiter les failles des commandes et des contrôles protocolaires et propriétaires, non pour détruire la technologie, mais pour sculpter le protocole afin de mieux l'adapter aux désirs réels des gens* » (p. 176). Même si ce programme date déjà d'une dizaine d'années et si les espoirs suscités par l'hactivisme ont récemment été révisés à la baisse, y compris par Alexander Galloway dans son dernier ouvrage¹¹, la double voie de l'hypertrophie et de l'exploitation des failles reste valide pour apprendre à « sculpter » les protocoles plutôt qu'à les subir.

Un formulaire sur deux

On peut dès lors faire le point sur ce que ces trois livres suggèrent pour combattre l'impuissance et d'écrasement qu'impose la bureaucratisation néolibérale d'un monde en voie de protocolisation :

1° Exiger de toutes les institutions auxquelles on souhaite participer qu'elles mettent la réduction des formalités au premier rang de leurs priorités : au lieu du dogme imbécile de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux, un gouvernement éclairé imposerait à tous ses ministères *l'élimination d'un formulaire sur deux*.

2° Observer sans regret la façon dont la tyrannie de la transparence comptable sera vouée à gripper et à étouffer fatalement toute institution assez faible pour se soumettre à ses dictats (il est malheureusement à craindre que les universités françaises ne soient à inscrire dans cette catégorie).



3° Exploiter de manière inventive les propriétés du médium bureaucratique pour neutraliser des réformes réactionnaires ou s'infiltrer dans les failles de procédures évasives.

4° Défendre pied à pied les zones d'opacité permettant à nos collaborations de se développer sur le régime de la confiance plutôt que sur celui de l'évaluation abstraite.

5° Promouvoir tous azimuts des modes d'éducation et d'auto-valorisation basés sur le bidouillage des protocoles (*hacking*), plutôt que sur leur acceptation passive.

6° Opérer une distinction ferme, parmi les protocoles, entre ceux dont la standardisation n'est initialement réactionnaire qu'afin d'être politiquement progressiste dans ses effets (selon le modèle originel d'un Internet libre), et ceux dont les pré-paramétrages ne visent qu'à réduire le coût de notre soumission. Les premiers peuvent faire l'objet d'investissements tactiques; les seconds ne méritent que d'être sabotés.

Ces trois ouvrages nous invitent à approcher la bureaucratisation du monde comme un redéploiement de la politique, le démon d'écrire comme une guerre inhérente à notre rapport au pouvoir, le protocole comme la condition d'existence de notre

postmodernité: tous trois conduisent à contrer la rigidité des formulaires par l'imprévisibilité de nos reformulations.

NOTES

1. Béatrice Hibou, *La Bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*, Paris, La Découverte, 2012, p. 28.
2. Michael Herzfeld, *The Social Production of Indifference. Exploring the Symbolic Roots of Western Bureaucracy*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.
3. Angélique del Rey, *La Tyrannie de l'évaluation*, Paris, La Découverte, 2013.
4. Marilyn Strathern, «The Tyranny of Transparency», *British Educational Research Journal*, vol. 26, n° 3 (juin 2000), p. 309-321.
5. Friedrich Melchior Grimm, *Correspondance littéraire, philosophique et critique* du 1^{er} juillet 1764, édition Tourneux, Paris, Garnier, 1877-1882, vol. 6, p. 30.
6. Louis-Sébastien Mercier, *Tableau de Paris*, Amsterdam, 1789, vol. 9, chapitre DCXCV, p. 57.
7. Louis Antoine Léon Saint-Just, «L'art militaire de la Nation et la bureaucratie. Rapport au nom du Comité de Salut public du 1^{er} octobre 1793», disponible en ligne sur www.assemblee-nationale.fr/histoire/7el.asp.
8. Alexander R. Galloway, *Protocol. How Control Exists after Decentralization*, Cambridge MA, MIT Press, 2004, p. 114-115.
9. Voir sur ce point l'article de Friedrich Kittler, «There Is No Software», en ligne sur www.ctheory.net/articles.aspx?id=74.
10. Voir le dernier livre de Jean-Michel Besnier, *L'Homme simplifié. Le syndrome de la touche étoile*, Paris, Fayard, 2012.
11. Voir Alexander Galloway, *The Interface Effect*, Cambridge, Polity Press, 2012 et Geert Lovink, *Networks Without a Cause. A Critique of Social Media*, Cambridge, Polity Press, 2012.